

Sujet : Le rescrit fiscal de l'article L80-B

- Disposition adoptée en 1987 pour *compléter les dispositions de l'art L80-A (relatives à l'opposabilité de la doctrine administrative)*. L'art L80-A : garantie sur l'interprétation de la loi fiscale contenue dans la doctrine administrative (le législateur de 1959 interdit à l'AF de redresser le contribuable lorsqu'il s'est conformé à la doctrine administrative).
- Article L80-B : ne s'agit *plus d'une question d'interprétation de la loi fiscale*. Il s'agit de savoir *si une situation de fait ou de droit*, notamment un montage juridique, *est conforme à la loi fiscale*, si ce montage juridique est soumis au régime fiscal pour lequel il a été conçu (timide introduction de la *procédure de "ruling"*).

Concrètement, **les contribuables** dans des situations fiscales complexes vont pouvoir :

- exposer *avant la mise en œuvre* des éléments du montage (ou convention), *les éléments du montage* qu'ils ont conçu.
- exposer parallèlement *le régime fiscal qu'ils attendent*.
- Saisir l'administration fiscale.

L'administration fiscale devra ensuite :

1/ soit *valider explicitement* le montage : l'opération peut être réalisée.

2/ soit en observant un silence de 6 mois, *donner son approbation implicitement*.

Régime : le contribuable va *se trouver à l'abri d'un certain nombre de procédures* :

- Si sa situation (inchangée) est soumise à l'administration fiscale et qu'elle n'a pas changé : il pourra être à l'abri d'une *procédure de redressement fiscale*.
- Le contribuable se trouve à l'abri de toute *procédure d'abus de droit (article L.64B)* comme d'une *procédure de montage* : *amorce d'une personnalisation de la situation du contribuable*, puisque l'administration au cas par cas, donne son accord à un montage.

Mais cette procédure se révèle être un **échec**.

- L'administration n'a *jamais oubliée de donner son approbation* : le contribuable n'a plus aucune garantie.
- Mais, à supposer que l'administration fiscale donne son approbation : le contribuable est *soumis à un contrôle accru* (la plupart des contribuables qui ont obtenu un rescrit ont subi des contrôles fiscaux à répétition).

De ce fait il y a une *desaffection tres large*. Sur ce point *les choses evolueront* dans la mesure où le CE a mis a l'etude une harmonisation des procedures de redressement en matiere fiscale afin d'introduire plus de securite pour le contribuable fiscal.